

Groupes de recherche Estuer (Nantes Université/CNRS/ANR)

Journée d'études « Le meilleur des mondes énergétiques : les alternatives énergétiques entre marges, intégration et contestations de l'ordre social »

31 mars – 1^{er} avril 2025, Maison des sciences de l'homme de Nantes

Cette journée d'étude interdisciplinaire est portée par un groupe de recherche nommé « ESTUaire de la Loire comme espace Énergétique (1980-présent). Regards croisés des sciences humaines et sociales » (ESTUER ANR 2023-2027) à Nantes Université et au CNRS. En croisant les apports de la géographie, de l'histoire, des sciences politiques et de la sociologie, notre approche propose d'appréhender l'estuaire de la Loire comme « un espace énergétique » (Bridge, Gavin, 2020) où les enjeux matériels liés à l'énergie s'articulent intimement aux enjeux sociaux et politiques du territoire, et invite à rendre compte de la diversité et de l'hétérogénéité des structures et des dynamiques qui s'y déploient. L'estuaire, de par ses caractéristiques historiques, sociales, territoriales et matérielle nous amène à interroger la notion d'alternative énergétique. Cette journée a ainsi pour but d'initier une réflexion collective.

1. Introduction

La nécessité de transformer les modes contemporains de production et de distribution de l'énergie est largement reconnue face à la crise écologique, mais la forme de ce changement fait débat. De nombreux acteurs critiquent les infrastructures industrielles des énergies renouvelables pour leurs limites écologiques et sociales, sans remettre en cause les énergies renouvelables elles-mêmes. : ainsi la Confédération paysanne s'oppose aux "méga-méthaniseurs", mais pas à la méthanisation. Le collectif STOP EDF Mexique critique l'éolien industriel comme une nouvelle forme de colonisation, mais prône des infrastructures éoliennes pourvoyeuses de "justice énergétique" (Sanchez Contreras, Altamirano, STOP EDF Mexique, 2022). Depuis le XIXe siècle, des groupes sociaux ont formulé des alternatives aux modèles énergétiques dominants, souvent en réaction aux rapports de domination capitalistes et aux pollutions des énergies fossiles (Lopez, 2014; Jarrige et Vrignon, 2020). Cependant, les énergies renouvelables ont aussi servi à renforcer les logiques de puissance des États et des entreprises (Marrec, 2018). Un moment de bascule est le tournant des années 1980-1990, où l'intégration des énergies renouvelables dans des systèmes techniques centralisés a souvent détourné les projets alternatifs initialement portés par les mobilisations écologistes (Evrard, 2013). Ce constat invite à une analyse en finesse des groupes sociaux qui ont œuvré à mettre en place des alternatives ou qui aujourd'hui sont aux prises avec des infrastructures désignées comme telles.

La notion d'alternative a plusieurs acceptions. Dans un sens vieilli, elle désignait au XIXe siècle une sorte d'alternance entre deux états, reliés mais souvent opposés, revenant tour à tour. En logique, elle oppose deux propositions contradictoires sous la forme d'un dilemme. Les idées sous-jacentes d'évolution, d'opposition et de relation, sont réunies par une troisième acception, politique, que nous proposons de discuter ici dans le cas de l'énergie. Dans son acception « forte » et politique, la notion d'alternative énergétique, si elle comporte une dimension substantielle (elle peut être caractérisée selon des critères objectifs), est

nécessairement relationnelle (elle n'existe que par contraste avec ce qui prévaut dans un système dominant) et historique (ce système dominant prévaut à un moment donné).

2. Problématisation :

La question des « alternatives » ainsi définie peut être saisie de manière synchronique, mais elle gagne à intégrer une dimension diachronique, en mettant en tension les héritages et les devenirs, les structures anciennes et la production de dynamiques nouvelles. La notion d'alternative nous place à la jointure entre institué et instituant dans le langage sociologique, entre cycle et surgissement dans le langage biologique. Le langage est ici important car la notion d'alternative s'appuie abondamment sur la sémantique de l'espace : "dépendance au sentier", écarts aux "traditions", en-dehors ou à côté du système dominant, inflexion de "trajectoires" industrielles, "bifurcations" métaboliques, "utopie" comme lieu discursif du non-lieu social, etc[1]. Nous pouvons ainsi identifier trois types de configurations relevant de l'alternative énergétique.

- **Les alternatives « de fait », mais non revendiquées comme telles**, c'est-à-dire les pratiques réalisées « face à la puissance », à « côté » de l'ordre social dominant (capitaliste, extractiviste...) (Jarrige, 2023). Elles peuvent osciller entre capacités transformatrices et intégration.
- **Les alternatives politisées, résultant de la « mise en alternative » de pratiques**, lorsque des acteurs leur assignent des objectifs de transformation de l'ordre social. Ce processus est récurrent à l'ère industrielle, où les techniques ont été perçues comme des instruments de transformation sociale, donnant naissance à des modèles et des contre-modèles (Lopez, 2014 ; Bécot, 2019; Hilaire-Perez, 2020).
- **Les alternatives institutionnalisées, opérant souvent une dépolitisation de l'alternative**, lorsque des approches contestataires sont réappropriées par les acteurs auxquels s'opposait l'alternative (industriels, libéraux, Etat...). Elles peuvent alors être contestées en tant que partie intégrante de l'ordre dominant.

La méthanisation est un bon exemple de ces trois configurations possibles. Suite à la Seconde guerre mondiale, elle offre à certains paysans soumis à l'injonction à la modernité énergétique le moyen d'y accéder dans les marges des réseaux électriques et pétroliers. Après les chocs pétroliers, les mobilisations écologistes l'érigent en alternative au nucléaire, mais leurs objectifs politiques et environnementaux se retrouvent déçus lorsqu'elle est intégrée dans les réseaux à la fin des années 1980. Une telle évolution s'est renforcée ces dernières années avec les politiques de « transition énergétique », générant des nombreux conflits socio-environnementaux.

On peut donc questionner la distinction entre alternative en pratique et alternative en principe. Dans le premier cas, un cadre d'analyse est nécessaire afin d'objectiver la dimension alternative des pratiques. En marge de/contre quel ordre dominant l'alternative se construit-elle? Dans le deuxième cas, on s'intéresse à l'intentionnalité des acteurs et à leurs discours. En quoi les groupes sociaux revendiquent-ils des alternatives? Nous invitons à adopter une approche processuelle en précisant le cadre d'analyse, par exemple avec des concepts comme

"systèmes énergétiques" (Debeir, Deléage et Hémerly, 2013), "régimes métaboliques" (Barles, Bahers, 2019), "système capitaliste", etc.

3. Objet et questions soulevées par ces JE :

Ces journées proposent d'abord de saisir la question sous un angle relationnel. Il s'agira de s'intéresser aux groupes et acteurs qui s'emparent des alternatives énergétiques, à la manière dont ils le font, et aux contradictions, conflits, convergences ou alliances que cela occasionne. Quelles définitions ces différentes catégories de protagonistes donnent-ils et elles à leurs pratiques à un moment donné ? Et quid des alternatives non vécues comme telles ? Qui s'empare des alternatives énergétiques, selon quelles définitions, comment, au nom de quels principes, et à l'issue de quelles socialisations ? Que deviennent les alternatives en pratique une fois investies par des acteurs et groupes dont les positions et caractéristiques sociales diffèrent de celles et ceux qui les incarnaient au départ ? Comment s'articulent entre eux les groupes et acteurs impliqués autour des « alternatives énergétiques » : quelles convergences, alliances, tensions, luttes etc. ?

Ces enjeux gagnent à être saisis sous un angle interdisciplinaire, attentif à la dimension territoriale, matérielle, technique et sociale, de ce que différents acteurs, à différents moments, appellent « alternatives » en matière d'énergie. Les approches territorialisées nous semblent particulièrement propices à de telles analyses, car elles permettent de saisir les enjeux énergétiques en considérant les caractéristiques écologiques, socio-techniques, sociales et politiques qui s'articulent, et structurent de ce fait la façon dont des projets d'alternative énergétique émergent et se transforment. En quoi les caractéristiques techniques d'une infrastructure (branchement au réseau ou non, échelle...) influencent-elles la capacité d'une pratique à constituer une alternative ? Les projets dits « alternatifs » peuvent-ils lutter contre les inégalités sociales, ou participent-ils à des rapports de domination économiques et symboliques ? Enfin, il s'agit de s'intéresser aux trajectoires des alternatives et de leurs acteurs. Comment les alternatives évoluent-elles avec le temps et les changements des politiques publiques ? Il s'agit également de questionner la matérialité des environnements, comme un indice des impacts écologiques qui ne sont pas maîtrisés. Par ailleurs, en quoi le régime métabolique dominant, qui est notamment celui de l'extractivisme, est remis en cause ou pas par ces alternatives ?

[1] La plus emblématique peut-être dans ce registre de spatialisation de l'alternative est la formulation d'Amory Lovins dans les années 1970 : « le sentier des énergies douces » (*soft energy path*), en réponse et en écart aux « trajectoires dures de l'énergie » (*hard energy path*).

Bibliographie :

Bahers, Jean-Baptiste, Barles, Sabine, « Transition ou consolidation du régime dominant? Le métabolisme urbain en question », *Flux*, n°116-177 (1-2), p. 1-5.

Bécot, Renaud, « La justice sociale par une « politique coordonnée de l'énergie ». Mouvement syndical français et mutation du système énergétique (1944-1963) », in Geneviève Massard-Guilbaud, Charles-François Mathis, *Sous le soleil. Systèmes et transitions énergétiques du Moyen Âge à nos jours*, Éditions de la Sorbonne, 2019.

Bridge Gavin et Gailing Ludger (2020), « New energy spaces : Towards a geographical political economy of energy transition », *EPA : Economy and Space*, t. 52, no 6, p. 1037-1050.

Bruyère Philippe, *La Puissance du vent. Des moulins à vent aux éoliennes modernes*, Toulouse, Presses universitaires du midi, 2020.

Hilaire Perez Liliane, « Les éoliennes. Une histoire de la divergence énergétique », Préface de Debeir Jean-Claude, Deléage Jean-Paul, Hémery Daniel, *Une histoire de l'énergie*, Paris, Flammarion, 2013.

Evrard, Aurélien, *Contre vents et marées, Politique des énergies renouvelables en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013

Jarrige François, *La ronde des bêtes. Le moteur animal et la fabrique de la modernité*, Paris, La Découverte, 2023.

Jarrige François, Vrignon Alexis, *Face à la puissance, une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel*, Paris, La Découverte, 2020.

Labussière Olivier, Nadaï Alain, *L'énergie des sciences sociales*. Éditions A. Athéna, 2015.

Lopez Fanny, *Le rêve d'une déconnexion, de la maison autonome à la cité auto-énergétique*, Genève, MétisPresse, 2014.

Marrec, Anaël, *Histoire des énergies renouvelables en France, 1880-1990*, Thèse de doctorat, Université de Nantes, 2018.

Mesnil, Camille, *Convertir la méthanisation en « solution de transition énergétique » : Le cas de la relance de la méthanisation en Île-de-France 1990-2020*, Thèse de doctorat, Université Paris Est, 2023.

Sanchez Contreras, Josefa, Altaramino, Roberto, Collectif STOP EDF Mexique, "Green colonialism and energy transition in Mexico: The dark side of extractivism and industrial renewable energy", *Mouvements*, n°109 (1), p. 130-144, <https://doi.org/10.3917/mouv.109.0130>.